

# Le thème du « double génocide » resurgit au Rwanda

Philippe Bernard

Le Monde, 21 janvier 2010

**Rentrée au pays, l'opposante Victoire Ingabire rappelle les meurtres de Hutu par des Tutsi.**

L'élection présidentielle au Rwanda n'est prévue qu'en août mais la controverse née des propos tenus, samedi 16 janvier, par Victoire Ingabire, une adversaire potentielle du président sortant, Paul Kagamé, donne le ton.

Sitôt arrivée à Kigali, la capitale, après seize années d'exil en Europe, la présidente des Forces démocratiques unifiées (FDU), un parti d'opposition non encore reconnu, est allée déposer une gerbe au Mémorial du génocide des Tutsi, situé sur la colline de Gisozi.

*"Le chemin de la réconciliation est encore long. Ce Mémorial ne rappelle que le génocide perpétré contre les Tutsi, alors qu'il y a eu aussi des massacres de Hutu, a-t-elle lancé en une claire allusion aux crimes com-*

mis en 1994 par des membres de l'ex-rébellion tutsi du Front patriotique rwandais (FPR), aujourd'hui au pouvoir. *Les Hutu qui ont tué les Tutsi doivent comprendre qu'ils doivent être punis. Il en va de même des Tutsi qui ont tué les Hutu.*" Auparavant, Mme Ingabire avait déclaré qu'elle était rentrée pour libérer les Rwandais "de la peur, de la pauvreté et des gacaca (les tribunaux populaires traditionnels qui jugent les génocidaires présumés) inefficaces", selon le quotidien pro-gouvernemental *The New Times*.

Ces déclarations ont déclenché la fureur des victimes du génocide relayées par des personnalités proches du pouvoir. L'éventuelle candidate a été accusée de propager le négationnisme et son corollaire, la théorie du "double-génocide" qui aurait touché symétriquement Tutsi et Hutu.

Le génocide a causé la mort de 800 000 Tutsi et Hutu modérés entre avril

et juin 1994. Des massacres en représailles contre des réfugiés hutu, accusés d'avoir participé au génocide, ont, ensuite, été commis au Zaïre voisin - l'actuelle République démocratique du Congo (RDC).

*"Les négationnistes comme Ingabire ne devraient pas être autorisés à visiter le Mémorial"*, a estimé Théodore Simburudali, le président d'Ibuka, principale association de victimes du génocide.

Les autorités elles-mêmes n'avaient pas réagi officiellement, jeudi 21 janvier, mais plusieurs personnalités appartenant à des partis alliés au FPR au pouvoir ont riposté. *"Qui-conque nie le génocide et prétend être rwandais n'est pas un véritable Rwandais. Une telle personne est disqualifiée pour gouverner le pays*, a commenté Jean Damascène Ntawukuriyayo, vice-président de la Chambre des députés. *Nous savons tous que le génocide a eu lieu et qu'il a été planifié à l'avance pour exterminer les Tutsi."* De son côté, le ministre de la sécurité intérieure, Sheikh Mussa Fazil Harerimana, a menacé Mme In-

gabire des foudres de la loi réprimant le négationnisme.

Les attaques dont la présidente des Forces démocratiques unifiées fait l'objet résultent probablement autant de la teneur de ses propos que de ses options politiques. Victoire Ingabire, qui vit aux Pays-Bas, et son parti sont cités comme étant proches des Forces démocratiques de libération du Rwanda (FDLR), la rébellion hutu, dans un rapport d'experts des Nations unies non publié, examiné à huis clos par le Conseil de sécurité le 25 novembre 2009.

Cette organisation, toujours active militairement et pourchassée par l'armée rwandaise, a été créée autour d'un noyau de miliciens et d'ex-soldats impliqués dans le génocide rwandais. Depuis lors, les FDLR ont élargi leur recrutement et restent l'un des principaux facteurs d'insécurité dans l'est de la RDC. Selon ce document, Mme Ingabire *"a assisté à des meetings"* de dialogue inter-rwandais *"avec des participants pro-FDLR"*.

**Philippe Bernard (Londres, correspondant)**